NOUVELLES POURSUITES CONTRE LE « LIB »

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-septième année. - N° 435

JEUDI 16 JUIN 1955

HEBDOMADAIRE. - Le N° 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION: 145, qu. de Valmy, Paris-10e

C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES: 52 n°°: 1.000 fr.
26 n°°: 500 fr.; 13 n°°: 250 fr.
AUTRES PAYS: 52 n°°: 1.250 fr.
26 n°°: 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Nouvelles inculpations

Le Pouvoir resserre son étreinte autour de la F. C. L.

Les faux défenseurs du peuple algérien

VOILA ce que dit le dernier tract qui a été distribué dans Paris par les staliniens aux travailleurs algériens : « Le 1er Mai, alors qu'une profonde volonté d'union dominait la manifestation organisée à Vincennes par l'Union des Syndicats C.G.T. de la Seine, une centaine d'Algériens, répondant aux mots d'ordre de certains dirigeants nationalistes, ont tenté de troubler ce grand rassemblement des travailleurs de la Région Parisienne ».

Tous les Algériens et Français honnêtes qui ne veulent pas cacher la vérité savent que notre nombre était de 4.000 ou 5.000 au moins!

Dès le moment où le molentendu a eu lieu, entre les dirigeants du P.C.F. et les militants nationalistes, les éléments staliniens ont mené une propagande intense pour attirer chez eux les travailleurs algériens, profitant en ceci que le gouvernement néo-fasciste a interdit la presse du M.T.L.D., leur donnant ainsi le champ libre!

Et pourtant, qu'ont fait les dirigeants du P.C.F. pour soutenir la lutte de nos camarades résistants, la lutte de tout notre peuple ?

Depuis novembre, ils ont organisé *trois réunions publiques* (!) à Paris (13e, 19e, 18e), et encore contraints par la propagande et l'activité du Comité de Lutte !

Aujourd'hui, huit mois après les événements de novembre, et le début de la révolution algérienne, ces dirigeants organisent (enfin!) un meeting d'une certaine envergure à la Mutualité.

Mais pourquoi, subitement, ces dirigeants P.C.F. lancent-ils une campagne (si timide!) pour soutenir la lutte du peuple algérien?

Nous nous permettons de poser une question : Pourquoi le début de cette campagne correspond-il avec le moment où le gouvernement français est obligé de prélever des troupes du N.A.T.O. pour les utiliser en Algérie?

On sait que les troupes du N.A.T.O. sont seulement destinées à la guerre contre ce que les impérialistes occidentaux nomment « les communistes ».

Or, jusqu'à présent, ce ne sont pas ces « communistes » qui mènent la lutte en Algérie, c'est le Mouvement National! L'envoi de la 10e division motorisée (du N.A.T.O.) ne se justifie donc pas (d'où protestation des impérialistes anglais, américains, etc., etc...).

Par contre, si demain le P.C.F. menait en France une campagne (limitée certes : juste pour la façade!) si en Algérie le Parti Communiste Algérien (bien qu'embryonnaire), entrait dans la clandestinité, si *l'Humanité* relatait les actes des résistants algériens comme provenant des éléments du P.C.A., le tour serait joué... « *Et la 10e division motorisée lutterait bien, en Algérie, contre les « communistes » !* »...

Un avenir prochain nous dira si nous avions raison, *nous dira si oui ou non il y a une collusion gouvernementale-dirigeants P.C.F.* pour écraser la résistance algérienne! L'entrée dans la clandestinité du P.C.A. en serait la preuve irréfutable, comme en est déjà un début de preuve cette campagne platonique déclanchée en France juste au moment où le gouvernement en a besoin!

D'ailleurs, *Libération*, journal nettement stalinien, laisse échapper les véritables pensées des dirigeants staliniens à travers l'édito de M. Fourrier du samedi 11 juin.

Voici ce que nous lisons: « Jamais on ne dira assez haut et assez fort à quel point elle (la réaction) a gâché toutes les chances qui nous étaient offertes, trahi l'intérêt national, abaissé la nation, MUTILE L'UNION FRANÇAISE (1).

Sans la réaction, l'Indochine serait toujours française, les révoltes des peuples coloniaux ne se seraient pas produites. Le peuple algérien aurait été intégré, l'Union Française serait intacte: Voilà ce qu'ose dire un

AKLI.

(1) Souligné par nous.

(*Suite page* 2)

Le Congrès de la C. G. T.

Un honteux maquignonnage bureaucratique

LES bureaucrates installés à la tête de la C.G.T. qui redeviendra, nous le voulons, le bien commun de tous les exploités, viennent de se livrer à la plus honteuse des comédies. Il fallait d'abord montrer aux syndiqués mécontents que la libre discussion et le libre jeu des opinions étaient réels dans la C.G.T. Et l'on monta en épingle l'opposition entre les réformistes « durs » du genre Lebrun et les réformistes « modérés » du type Le Léap. Et naturellement *Le Peuple*, que personne ne lit chez les syndiqués de base, a publié la valeur d'un volume sur les thèses des deux « tendances ». Et la presse bourgeoise hypnotisée, et pas mal de cadres syndicaux moyens, de tomber dans le panneau d'un prétendu changement des mœurs bureaucratiques en faveur de la libre discussion. Seuls, les syndiqués de base qui ont appris à se foutre des discours et des palabres de leurs bureaucrates, ne s'en étaient guère inquiétés.

Et puis brusquement, virage : Pierre Lebrun, chef de file des minoritaires, retire ses amendements et se rallie à la position Le Léap.

Motif réel : les bureaucrates avaient senti le besoin de jouer à la démocratie mais il ne fallait pas que le jeu aille trop loin et permette à des volontés de base de se faire un chemin à l'occasion des discussions entre les équipes dirigeantes.

Prétexte donné officiellement : il faut que le programme d'action de la C.G.T. soit voté à l'unanimité et éviter tout danger de scission !

Sans doute les divergences entre les dirigeants reposent-elles sur quelque chose de réel : la recherche de solutions différentes à une même préoccupation qui est le recul général de la C.G.T. et l'écœurement des travailleurs. Mais les impératifs du P.C.F. (donc du Kremlin) *ne permettent pas de sortir de cette situation. Les bureaucrates staliniens sont prisonniers sur toute la ligne.* Et finalement, c'est seulement un maquignonnage qui pourrait mettre fin à la discussion « pour rire ».

Heureusement, ce n'est pas le Congrès qui, pour l'instant, compte dans la C.G.T. Mais bien la pression des masses ouvrières qui poussera les bureaucrates à s'aventurer hors des grilles que leur impose la politique de collaboration de classe de Khroutchev et Duclos, pression des masses qui finira même par balayer les bureaucrates récalcitrants. Alors la C.G.T. redeviendra la C.G.T., notre C.G.T.

Solidarité révolutionnaire

DU 1er AU 13 JUIN

Un groupe de Panhard, 10.000; Vinazza, 525; Comfrin, 320; Morain, 400; B. Mohamed, 300; X., 100; Vinazza, 85; Paris-19e, 1.100; Ferrec, 1.200; Vapaille, 200; Jean-Marie, 2.000; Andanson, 5.000; Voulton, 2.000; Giraud, 200; Voûte 300; Pannetier, 500; Meunier, 1.000; Trembley, 400; Allègre, 300; Paul, 300; Renault, 500; Girardot, 100; A. H., 500; Beaujouant, 200; Raynaud, 400; François, 500; Cantini, 7.200; Chenavaz, 100.

Tily, 1.000; E. Serrée, 200; Boutes J., 1.000; Buatois V., 500; Lagrange, 1.000; XXX, 400; Perrais, 200; Lefebvre, 150; Marchand, 400; Mallemouche, 100; Mme Gautier, 1.000; Roche F., 100; Fary A., 500; Coudert E., 2.130; Cluzel J., 150.

Total de la 1re liste : 45.160 francs.

Le Groupe de Versailles de la Nouvelle Gauche unanime,

Proteste contre les poursuites dont sont victimes MM. Fontenis, Donnet et Joulin pour leurs écrits s'élevant contre la politique réactionnaire actuellement suivie en Algérie.

(Résolution votée le 23 mai 1955.)

Le Bureau du Groupe.

Pour un Mouvement de Lutte Anticolonialiste

LE Congrès de la Fédération Communiste Libertaire, réuni à Paris les 28, 29, 30 mai 1955, a décidé de retirer son action du Comité de Lutte contre la répression colonialiste, comme n'ayant pas répondu aux perspectives envisagées pour l'action et à la solidarité à apporter aux travailleurs d'Afrique du Nord en lutte contre le colonialisme.

Le Comité de Lutte contre la répression colonialiste n'a pu rassembler l'ensemble des organisations ouvrières, puisque la C.G.T., le P.C.F., l'U.J.R.F., le M.L.P. et nombre d'autres n'ont jamais daigné répondre ou participer. Et malgré l'adhésion de petits mouvements, nous étions en fait, les communistes libertaires, les seuls à assurer le fonctionnement du Comité.

Il fallait donc chercher dans une autre voie. Si les directions bureaucratiques refusent l'unité d'action, il n'en sera pas de même des militants ou des inorganisés pris sur le plan individuel. C'est pourquoi, pour rassembler le maximum de travailleurs et de militants, un Mouvement de Lutte anticolonialiste est créé, dont voici le programme :

POUR UN CESSEZ LE FEU EN ALGÉRIE

1. ABROGATION DE LA LOI FASCISTE DE L'ETAT D'URGENCE;

2. RETRAIT DU CONTINGENT et de toutes les forces de répression d'Afrique du Nord et en particulier de l'Algérie;

3. CESSATION IMMEDIATE DE TOUTE REPRESSION COLONIALISTE;

4. Levée de l'interdiction du M.T.L.D. et de son journal « l'Algérie Libre ». Libération de Messali Hadj et de tous les emprisonnés politiques;

5. Arrêt des poursuites contre les dirigeants et journaux anticolonialistes;

6. DROIT DES PEUPLES COLONIAUX A DISPOSER D'EUX-MEMES.

BULLETIN D'ADHESION

Nom, prénom .....

Adresse .....

.....

.....

Adhère au Mouvement de Lutte Anticolonialiste.

Ci-joint 100 francs (prix d'adhésion); 500 frs (soutien); 1.000 francs et au-dessus (soutien exceptionnel).

C.C.P. P. Philippe, 9935-19 PARIS - 219, rue de Crimée - Paris 19e

NOS cinq camarades, Caron, Fontenis, Joulin, Donnet, Richer ont été longuement interrogés jeudi 9 juin. Encore n'est-ce qu'un interrogatoire de début, puisque le juge d'instruction Pérez a décidé de convoquer de nouveau, par la suite, les inculpés. Mais nos camarades se sont vu signifier de nouvelles inculpations pour les nos 426, 427, 428, 430 du « Libertaire » ! Et ils ont appris que c'est SUR PLAINTE DES AUTORITES D'ALGERIE que se développe le campagne des poursuites.

D'autre part, Caron et Joulin se voient convoqués de nouveau par le juge d'instruction Monzein sans savoir pour quel numéro du « Libertaire » (l'article sur Bitat Rabah du n° 425 étant apparemment particulièrement visé).

C'est donc à la date d'aujourd'hui, les nos 404, 408, 410, 411, 413, 421, 422, 423, 426, 427, 428, 430 du LIB qui sont poursuivis.

Enfin, le pouvoir s'en prend maintenant à JEUNE REVOLUTIONNAIRE pour un article antimilitariste, et ce sont les camarades PHILIPPE et DONNET (ce dernier pourtant étranger à l'article en question) qui sont poursuivis.

Ces nouvelles mesures, JOINTES AUX MANŒUVRES D'ETRANGLEMENT FINANCIER tentées par notre ex-imprimeur, n'ont qu'un seul but : FAIRE TAIRE « LE LIBERTAIRE » qui dit trop de vérités et qui commence à influencer l'opinion.

Que l'on jette un coup d'œil sur les nouveaux numéros du « LIB » poursuivis (en particulier sur l'article se rapportant au résistant Bitat Rabah ou à plus forte raison sur l'article de « J. R. » incriminé, et il saute aux yeux que ce sont des écrits même de ton modéré qui « justifient » les poursuites. Le pouvoir « veut la peau du LIB », par tous les moyens. Et au moment où la presse bourgeoise appelle quotidiennement au massacre du peuple algérien, c'est « Le LIB » et « J. R. » que l'on poursuit, même s'ils n'impriment rien qui puisse tomber sous le coup de la loi. Demain, on sortira de nouveau contre nous l'arsenal des lois scélérates et lorsque « Le Libertaire » se serait tu, c'est tout journal d'opposition, qui serait visé, si modéré et si prudent qu'il soit. L'emploi du mot « liberté » serait alors passible de l'article 80 ou serait considéré, évidemment, comme portant atteinte au moral de l'armée !

Il faut donc que les protestations se multiplient et c'est le devoir de chacun d'informer l'opinion autour de lui, d'éclairer ses camarades de syndicat et de les entraîner à prendre position en manifestant leur solidarité avec notre presse, avec nos camarades.

Mais la manière la plus efficace de combattre l'offensive du pouvoir bourgeois, de cingler la gueule du colonialisme, c'est de permettre au LIBERTAIRE de tenir, de se développer.

Notre vente, notre diffusion se sont nettement améliorées ces dernières semaines. Mais que faut-il pour exploiter cette possibilité de développement? Un LIB sur 4 pages, une augmentation du tirage. Donc, DE L'ARGENT, BEAUCOUP D'ARGENT.

Le probème n'est plus : tenir ou disparaître. Il est : crever sous les coups de la bourgeoisie ou grandir et devenir le grand journal révolutionnaire.

Camarades, lecteurs, n'attendez pas. Avec votre aide et celle de tous ceux que vous pouvez toucher et entraîner, nous pouvons vaincre.

Tous ensemble, autour de notre LIB et de nos camarades inculpés, en avant !

» LIB ».

NOUS avons reçu une notification ainsi libellée :

« Préfecture de Police, le 9 juin 1955. Cabinet de M. H. Mathieu, commissaire de police.

« M. Paul Philippe est prié de bien vouloir se présenter 36, quai des Orfèvres, le jeudi 16 juin à 10 heures.

« **Objet :** Audition par procès-verbal en exécution d'une commission rogatoire de M. Monzein, Juge d'instruction, en votre qualité de directeur de publication de « Jeune Révolutionnaire » (article paru dans le n° 10 d'avril 1955 : attitude du jeune révolutionnaire à l'armée) ».

Ainsi, « Jeune Révolutionnaire », dès son dixième numéro, tombe sous le coup de la répression.

Mais, pas plus que nos camarades du « LIB », il n'est question de reculer devant les tentatives d'intimidation de la bourgeoisie.

Et nous n'en aurons que plus de courage pour diffuser « J. R. », pour trouver de nouveaux abonnés, pour permettre à « J. R. » de paraître enfin IMPRIME -

« J. R. » n° 12 vient de paraître
18 PAGES !

DANS CE NUMERO :

suite des articles théoriques de notre camarade G. FONTENIS : « **Le Matérialisme Historique** ».

ABONNEZ-VOUS

6 mois : 100 frs - un an : 200 frs
soutien : 250 frs - soutien : 500 frs
C.C.P. JEUNE REVOLUTIONNAIRE
11.772-56 PARIS
145, quai de Valmy - Paris-10e

Comme en 1936, liquidons la scission,

un seul syndicat, une seule centrale !

VOICI ce que pouvaient lire sur une banderolle, les délégués C.G.T. au 31e Congrès Fédéral des Moyens de Transport, les 8, 9 et 10 juin 1955 à la Maison des Syndicats, à Paris.

Les camarades délégués y ont entendu les rapports d'activité et financier propres à la Fédération, et tour à tour nous avons exposé le point de vue et les problèmes de nos sections syndicales respec-tives : droit syndical bafoué, compression de personnel et accroissement de la productivité, diminution des salaides et les coups portés à la Caisse de retraite de la C.A.M.R. Mais aussi la volonté de se durcir pour passer à l'offensive, faire reculer le patronat et maintenir nos droits et avantages sociaux.

La Commission des mandats de ce Congrès a établi ce qui suit :

● 61 syndicats non représentés pour 143 présents.

● l'âge moyen des délégués se chiffre à 41 ans et demi.

Ces deux constatations sont un verdict : les masses ouvrières sont en dehors du syndicat; elles accordent néanmoins de loin leur préférence à la C.G.T. (élections Renault et autres) mais les cadres syndicaux vieillissent et peu de jeunes militent au syndicat. Pourquoi ?

Eh bien, c'est parce que bien souvent, les sections syndicales ne travaillent pas suffisamment en étroite collaboration avec les syndiqués et le personnel de l'entreprise; l'activité de la section n'est pas régulière et profonde, et les travailleurs disent : « Que font nos représentants ? » Aussi est-il difficile d'attirer l'attention militante, et celle des jeunes principalement.

Il faut noter la bonne tenue de l'ensemble des congressistes et le sérieux des débats. Parmi les multiples interventions, citons le camarade Sueur, de Roubaix, qui a souligné que le vote des pouvoirs spéciaux à Mendès (en sous-entendant le P.C.F.) a permis l'attaque fatale au régime de retraite de la C.A.M.R. (décret du 14 septembre 54).

Mais ce sont les camarades de Marseille qui ont mis réellement le mal à nu, au sujet de la collecte des signatures pour la Paix.

« Après la C.E.D. rejetée, nous avons été grisés et nous avons vu par la suite que la bourgeoisie ne désarmait pas ».

MULOT
Délégué de l'Aéroport de Paris au Congrès.

(*Suite page* 2)

Manifestation laïque à l'Arbresle (Rhône) contre les provocations cléricales

LE 5 juin dernier a été inauguré à L'Arbresle (Rhône), petite commune de 3.000 habitants, un groupe scolaire « laïque », inauguration qui prenait petitement place entre le Congrès des pompiers et l'inauguration (encore !) du buste d'un infâme salaud : Pierre-Marie Durand, magnat de l'Energie Electrique au temps où celle-ci n'était pas encore nationalisée, prévaricateur, collaborateur, et j'en passe, mais tout le monde sait bien qu'au-dessus d'un certain « standing » les quelques vétilles précitées ne tombent plus sous le coup de la loi, et puis il a légué 125 millions à la commune, elle peut bien se « fendre » d'une statue à ce grand homme.

L'Arbresle inaugura donc un groupe scolaire, sous la présidence d'un certain Massenet, Préfet du Rhône, du sieur Charvet, maire de la commune, et de quelques députés choisis parmi les zélés défenseurs du projet Saint-Cyr. Les nonnes, le bedeau, les enfants des écoles confessionnelles et tous les bons chrétiens assistaient, bien entendu, à la cérémonie, et tous se retrouvèrent bientôt dans la cour de l'Ecole publique. Il y eut des discours, des compliments. Les sociétés confessionnelles produisirent leurs bonnes œuvres; c'était très bien ! La majorité des instituteurs assistaient, bien sûr, à la fête. Je ne sais s'ils étaient enchantés de la tournure que prenait l'inauguration, mais aucun ne se retira. Vraiment on pouvait être fier d'être laïc, on pouvait se souvenir de la manifestation du 20 mars à Lyon, groupant 8.000 personnes, et dénonçant ainsi les agissements des cléricaux ! On pouvait parler de l'œuvre grandiose de la défunte IIIe République. Tout se passa dans le calme et la sérennité « sous l'œil attendri du Seigneur ».

Mais le ridicule ne tue pas, et après cela tout ce beau monde se rendit bras dessus bras dessous au banquet qui clôturait cette manifestation. Je suppose que les instituteurs laïcs devaient boire avec le bedeau à barbiche, le verre de l'amitié, tandis qu'à 50 mètres de là, le Secrétaire général de leur syndicat se faisait conspuer par quelques anciens des écoles libres. Chapeau Messieurs, vous êtes forts ! et avez une haute idée de votre rôle de défenseurs de la laïcité !

Pourtant, l'après-midi à 16 heures eut lieu une manifestation dans la ville, groupant de nombreux laïcs de tout le département. Ce fut autre chose, un imposant cortège parcourut les grandes artères. Après quoi, sur la place inaugurée le matin même, au pied du groupe scolaire, comme un défi, eut lieu le meeting. Deux discours seulement : celui de Margaillan, de la Fédération de l'Education Nationale réformiste de la plus belle eau, et celui de Duthel, Secrétaire général de la section du Rhône du S.N.I. Ce dernier considéra comme nulle l'inauguration du matin, il rappela aussi qu'en Belgique les « calotins » n'avaient pas des goupillons dans leurs poches, mais des revolvers... Son discours, digne en tout point d'un vrai révolutionnaire, fut longuement applaudi par les travailleurs, et effaça un peu la déception des vrais laïcs devant les agissements du matin. Je voudrais dire aux jeunes de l'Ecole Libre de l'Arbresle, que certains jeunes laïcs, membres de la F.C.L., sont prêts à « discuter » avec eux de la manière qui leur plaira. L'explication ne manquerait pas d'être très intéressante et nous brandirions ensemble le goupillon ! CELTONE.

A GENTILLY

A propos du « Bon Pâtissier ».

Notre entrefilet du *Libertaire* du 26 mai a produit au « Bon Pâtissier » l'effet d'une « bombe atomique ». Le patronat a été secoué, mais ce n'est pas suffisant. Ouvrières et ouvriers n'ont pas dit leur dernier mot. Le camarade Durand, de l'Union des Syndicats de l'Alimentation de la Région Parisienne de la C.G.T. (pâtisserie-biscuiterie), a pris bonne note de l'exploitation du personnel de cette « boîte ». Les conditions honteuses de salaires sonneront-elles le réveil et le combat dans les biscuiteries de la R.P.? Depuis 51, le patronat biscuitier s'est toujours refusé à « causer ». Aucune convention collective n'a pu voir le jour. Le patronat se retranche derrière les décisions gouvernementales du salaire minimum garanti à 126 francs de l'heure. Sans hiérarchisation, les salaires devraient être à 136 francs pour les manœuvres spécialisées (conditionneuses). Elles ne touchent ici que 130 frs de l'heure. Les ouvriers spécialisés sur machine ont 146 francs et les qualifiés 159 francs. Nous pouvons affirmer qu'au « Bon Pâtissier » nous sommes loin du compte. Les heures supplémentaires de la 41e à la 48e heure devraient être payées 25 % de plus et au-dessus, de 48 heures à 50 %. Au « Bon Pâtissier », nous rappelons qu'elles ne sont pas supplémentées.

L'action unie et révolutionnaire du personnel du « Bon Pâtissier » aura raison de son patronat. N'oublions pas que l'ombre de Boussac se profile sur nombre de biscuiteries de la Région Parisienne, chez Gondolo, chez Brun et d'autres. Biscuitières et biscuitiers, secouez l'apathie et rejoignez notre syndicat C.G.T. *Le Libertaire* vous soutient.

(*D'une correspondante de Gentilly.*)

Congrès de la F. C. L.

Motion générale sur l'orientation et la tactique

SUR la base des conceptions générales sur les rapports des masses et du parti, contenues dans la Déclaration des Principes et développées dans le Manifeste du Communisme Libertaire,

sur la base des principes de lutte de classes et d'Internationalisme Prolétarien, le 2e Congrès de la F.C.L. décide :

L'activité de la F.C.L. se situe dans une optique révolutionnaire dont les caractères essentiels sont :

1° Le souci constant de représenter les intérêts et aspirations des masses;

2e La présence des militants dans les syndicats et organisations de masse pour développer notre influence, pour renforcer l'Avant-Garde révolutionnaire et préparer, dans l'action sous toutes ses formes, la prise de conscience du prolétariat;

3° Le « soutien critique » des luttes des peuples opprimés; le mot « critique » signifiant que la F.C.L. doit dénoncer les imperfections ou les attaches bourgeoises ou impérialistes de certains mouvements animant ces luttes, le soutien critique peut aboutir dans les périodes de lutte directe à une solidarité inconditionnelle qui peut toujours être remise en question dans le cas où ces mouvements ne répondraient plus aux aspirations de ces peuples. Ce soutien critique ne peut conduire, dans le cas d'un mouvement prolétarien et révolutionnaire comme le M.N.A., qu'à un soutien inconditionnel accompagné et justifié par la mise en lumière des perspectives de défaite des impérialismes vers la Révolution Communiste Internationale.

La F.C.L. doit influencer tous les mouvements des peuples coloniaux pour qu'ils s'orientent vers des mesures d'expropriation et de socialisation, sans perdre de vue que l'état arriéré de ces pays ne réalise pas les conditions objectives du Communisme Libertaire qui ne peut être instauré que grâce à l'extension mondiale des phénomènes révolutionnaires aux pays avancés.

4° Le combat contre l'impérialisme doit être développé sur la base de la lutte « 3e Front International Prolétarien » définie dans le précédent Congrès, les attaques étant plus ou moins concentrées contre l'un ou l'autre des blocs impérialistes, suivant les circonstances faisant apparaître l'une des menaces impérialistes plus dangereuse, ou suivant que la lutte contre un bloc est d'un intérêt plus grand pour le mouvement révolutionnaire.

5° Les contacts avec les membres des autres organisations ouvrières, les relations avec des militants révolutionnaires extérieurs à la F.C.L. et ayant une influence certaine dans la classe ouvrière, doivent être poursuivis et menés avec obstination, sans compromissions mais sans aucun esprit de sectarisme, ce qui n'exclut nullement la règle impérative de l'accord total avec la déclaration de principes, les statuts et toutes les décisions de l'organisation, pour quiconque adhère à la F.C.L.

Le Directeur-Gérant : G. FONTENIS.

SOFRIM - 17, rue de Clignancourt, Paris.

Comme en 1936...

(suite de la 1re page)

Voilà les résultats de la lutte contre le réarmement avec « tous les bons Français »...

Quand le député communiste Marcel Noël, de l'Aude, intervint à la tribune au sujet de la défense « parlementaire » — et sans plus — de la C.A.M.R., le camarade Isoard lui succède : « On veut nous faire griller après nous avoir roulés comme des poissons dans la farine ». Et Isoard de préconiser l'action directe, comme les traminots le 31 janvier, qui peut seule permettre, d'une façon décisive, de défendre et satisfaire nos droits et revendications. Bravo, camarade Isoard! Et ton autre intervention où tu dénonçais le mot d'ordre des 25.166 francs (grève du 28 avril) comme confus et insuffisant, posait de fait la question du programme et peut-être bien plus !

Les travailleurs ne veulent pas de cette politique opportuniste, fruit du crétinisme parlementaire des dirigeants P.C.F. Ce que réclament les aspirations ouvrières, c'est l'utilisation de la tribune de l'Assemblée, en tribune de propagande du peuple; c'est d'y détacher des militants, en tant que commandos révolutionnaires, au sein de l'édifice de la bourgeoisie. C'est **l'action directe,** celle de la classe des opprimés, les travailleurs, qui est la grande force primordiale pour faire échec à la réaction et assurer le triomphe de la révolution.

Garrini (secrétaire de la C.G.T. italienne des Transports), Dominique Desanti, un écrivain progressiste, en dédicaçant son livre, « 4 Visages de Femmes », n'ont pas apporté, tout comme le Bureau Fédéral, ce qu'attendaient les délégués de ce Congrès. Manque de coordination et d'information internationales sur les travailleurs; pas de réelles perspectives d'orientation et d'action; pas de soutien actif à la lutte de libération au peuple d'Afrique du Nord, malgré des interventions.

Or la Paix ne se fait pas autour des tapis verts, ni la solidarité prolétalétarienne par de vagues résolutions de sympathie au peuple d'A.F.N.

Un fait significatif: ce fut le refus des bonzes, en dépit de l'acceptation visible du Congrès, après ma propre intervention, de voter la motion de protestation que vous trouvez ci-contre et qui fut, sur l'initiative de Garcia, Secrétaire général, envoyée à la «Commission des résolutions » d'où elle ne revint jamais.

LE Congrès de la Fédération des moyens de transport, les 8, 9, 10 juin 1955, proteste vivement contre les saisies récentes de journaux et les inculpations dont sont l'objet, pour la campagne anticolonialiste parue dans « Le Libertaire », en vertu de l'article 80 :

Joulin Robert, de la Fédération du Livre, délégué C.G.T., Fontenis Georges, Donnet Michel (du Syndicat des Instituteurs), Caron Roger (Métaux C.G.T.).

C'est à nous, communistes libertaires, d'agir au sein de la classe ouvrière du syndicat et des congrès pour contribuer à revaloriser, réunifier la C.G.T. avec l'aide de tous les militants de la classe ouvrière.

Vive l'action ouvrière et syndicale !

Les faux défenseurs

(suite de la 1re page)

rédacteur principal de *Libération* ! On croit rêver!

Si M. M. Fourrier, adhérent du P.C.F., était au gouvernement, il maintiendrait « l'intégrité de l'Union Française », au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au profit de l'ignoble colonisation!

Nous avons compris, une fois de plus ! Mais ne vous faites pas d'illusions, messieurs les traîtres! la démagogie ne marche qu'un temps. Les travailleurs algériens connaissent déjà leur vrai mouvement: le Mouvement National. Ils connaissent aussi en France ceux qui luttent pour eux, pour développer une lutte parallèle des travailleurs français, les communistes libèrtaires, les vrais communistes!

Et chaque jour, de nouveaux travailleurs français ouvrent aussi les yeux et comprennent!

Travailleurs français, les travailleurs algériens vous appellent à conjuguer vos efforts pour combattre ensemble le même impérialisme oppresseur.

SOUSCRIPTION

(Du 1er Avril au 31 Mai 1955)

(Suite)

Genaudet, 1.000; Azouit, 1.000; Duina, 1.000; Seuse, 500; Van Hèche, 100; Melet, 1.000; Menoux, 1.000; Desheulles, 100; Audan, 500; Doukhan, 200; Gurûtxaga, 250; Vincenzi, 500; Cottard, 500; P. Philipe, 100; Genaudet, 500; Gilbert, 400; Harroué, 250; Carbonari, 500; Deleuze, 1.000; Narbonne, 2.900; Lebreton, 200; Sarran, 2.000; Marescq, 1.300; Lenche, 500; Faucher, 1.000; Escati, 85; Portero, 1.000; Daubert, 5.000; Cousin, 300; Fabre, 520; A. Gilbert, 300; Mihouli, 500; Perrais, 500; Kaiser, 2.000; Deleuze, 1.000; Olmo, 1.500; Delattre, 200.

Versez les fonds à C.C.P. R. Joulin 5561-76 Paris, 145, quai de Valmy, Paris-10e.

Au service du Prolétariat

L'AFFAIRE MARTY

AUX LECTEURS

C'EST dans le but de faire connaître la vérité que nous publions des extraits de l'ouvrage d'André MARTY qui EST SORTI aux Editions des Deux-Rives.

Dans une lettre adressée au « LIBERTAIRE », publiée in extenso dans le précédent numéro, A. Marty nous écrivait : « **... je demande à l'éditeur de mon ouvrage « L'Affaire Marty » (M. René Defez - Editions des Deux-Rives, 13, rue des Saints-Pères - Paris (6e) dans le seul but de contribuer à faire connaître la vérité en toutes choses, de vous autoriser, si vous le jugez utile, à publier des extraits de ce livre que les grandes maisons d'éditions ont refusé d'imprimer...** »

A MARTY en écrivant ce livre, LE LIBERTAIRE en lui donnant tout l'écho possible, se placent au service du Prolétariat.

La lutte des peuples coloniaux

... En juillet 1954, le gouvernement était en Indochine au bord du précipice. Mendès-France a évité de justesse un gigantesque Dunkerque.

La Tunisie est toujours en ébullition.

Au Maroc, la situation est encore plus grave : la contre-guérilla des anciens vichystes et des R.P.F. installés à tous les postes de l'administration colonialiste n'aboutit qu'à développer encore plus la lutte du peuple marocain pour la liberté. D'autant plus qu'aux grèves-fermetures des boutiques des commerçants s'ajoutent de grands mouvements du jeune prolétariat marocain, si puissant déjà à Casablanca et en d'autres centres.

Le peuple algérien frémit de colère de voir les bagnes sur son sol compléter ceux de Tunisie regorgeant de détenus, on reparle de ce bagne de Lambèse qui reçut par milliers les insurgés parisiens en juin 1848, ceux de France en 1852 et ceux de la Commune de Paris. Les mesures de police et les opérations militaires n'aboutirent, en Algérie comme ailleurs, qu'à développer « la résistance à l'oppression ».

Madagascar est repliée dans le martyre, dans le souvenir de ses 80.000 morts en 1947, de ses villages bombardés par des otages pris dans leur sein. Pour que nul n'oublie, il y a l'obsession de ces femmes qui attendent chaque matin l'exécution de leur mari. Il y a les avis de décès du bagne des Comores, la souffrance des députés malgaches internés à Calvi, symbole de la forfaiture du gouvernement modifiant l'inculpation sur laquelle fut levée l'immunité parlementaire.

Le peuple du Cameroun gronde en voyant traquer ses militants syndicaux et les colonialistes fabriquer des élections, avec les mitraillettes comme dernier argument.

... De même qu'aucune force ne peut empêcher la dilatation de l'acier, de même aucune force au monde ne peut empêcher les peuples encore colonisés de se débarrasser du cadre exploiteur et oppresseur du colonialisme.

... Le gouvernement cependant ne peut ignorer que jamais la répression n'a rien pu arrêter, qu'il s'agisse du mouvement ouvrier français ou du mouvement révolutionnaire aux colonies; le calme apparent quand il s'établit est celui de la chaudière : la surpression silencieuse prépare l'explosion.

L'INTERET DU PROLETARIAT FRANÇAIS

Un parti ouvrier révolutionnaire aurait saisi les occasions qui se présentent chaque mois depuis la Libération, d'affaiblir la puissance qui exploite et tient le prolétariat français. « L'ennemi de mon ennemi est mon ami »; c'est bien évident.

Par conséquent, défendre et appuyer le mouvement national révolutionnaire des peuples opprimés par l'impérialisme français, c'est rendre plus aisée l'action de la classe ouvrière en France contre ses exploiteurs et leur Etat.

Et d'autant plus que tout appui effectif au mouvement anti-impérialiste dans les colonies aidera à son développement.

En outre, il apporte un appoint décisif à l'action en France contre le danger de guerre. Par exemple, le mouvement national révolutionnaire marocain, malgré les persécutions des colonialistes, est déjà si puissant que lee Américains ont annulé leur plan de création de deux grandes bases aériennes nouvelles au Maroc (1).

Ainsi, les Marocains patriotes ont porté aux préparatifs de guerre de l'impérialisme américain, un coup autrement plus efficace qu'une maigre pétition en France !

Ce peuple marocain n'a-t-il pas droit à un soutien efficace des travailleurs français et du mouvement de la Paix quand il obtient de tels résultats ?

... Certes, de temps à autre paraissent dans la presse ouvrière quelques entrefilets, quelques articles de « haute diplomatie ». Mais jamais on ne trouve d'appel concret à agir contre les crimes collectifs et individuels qui se commettent aux colonies. Toute la presse (« L'Humanité » comprise) a fait le silence sur la belle leçon que nous donna le 5 octobre 1953 le dirigeant national-révolutionnaire algérien Messali Hadj. Conduit par la police de son lieu d'internement « administratif » (Niort), à Nancy aux obsèques de sa femme, il y déclara fièrement : « **Dans les périodes les plus difficiles de ma vie, en prison, en déportation, mon épouse m'écrivait : « Tiens toujours Messali ! Tu es sur la bonne « voie. » Par delà la tombe de celle qui fut ma compagne, je m'adresse à mes compatriotes et je leur dis : cette Lorraine, cette Française travailleuse, vous démontre qu'il ne faut pas confondre le peuple français avec ceux qui nous oppriment.** »

Il existe cependant une tradition vieille de 70 ans dans le mouvement ouvrier français.

Les articles enflammés de Jaurès, de Jules Guesde et de Paul Lafargue, les campagnes du Parti socialiste et de la C.G.T. d'avant 1914, de la Ligue des Droits de l'Homme avec de Pressensé, etc., etc... ont été exaltés et développés par le P.C.F. durant les 15 premières années de son existence.

Aujourd'hui on veut faire oublier tout cela. On a même vu le 14 juillet 1953, la police ouvrir le feu sur les travailleurs algériens place de la Nation, à Paris et les dirigeants communistes de la manifestation se désolidariser publiquement de la résistance des travailleurs en abandonnant la tribune. Alors que toujours, les dirigeants ouvriers vont se mettre en tête des travailleurs et face à la police.

Ce n'est pas un hasard si ces responsables, Mauvais, Servin, Feiz, Voguet, etc., sont parmi mes pires insulteurs.

En résumé, les peuples des colonies sont en plein bouillonnement dans leurs aspirations à la liberté; leurs luttes si dures apportent un soutien extrêmement puissant à celles des travailleurs français exploités par les mêmes impérialistes colonialistes. Il est clair que l'intérêt du prolétariat français est de soutenir efficacement le mouvement d'émancipation des peuples des colonies.

Pour avoir rappelé publiquement une fois de plus en 1952 cette vérité et avoir indiqué comment faire, le gouvernement d'alors avait demandé la levée de mon immunité parlementaire.

C'était bien superflu cependant : jamais la direction du P.C.F. n'a moins fait qu'aujourd'hui pour aider les peuples des colonies. Aucune campagne réellement de masse n'a été menée, même pour sauver ceux qu'on fusille chaque semaine.

A. MARTY.

(1) « Le Monde », 17 février 1954.

La semaine prochaine:

Pour que ça change - Le fond de l'affaire Marty

SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. Joulin, 145, quai de Valmy, Paris-10e
C.C.P. 5561-76 Paris

André MARTY. — « **L'affaire Marty** » (Editions des Deux-Rives, 13, rue des Saints-Pères, Paris (VIe).

En vente à nos services : 585 francs ; envoi franco : 615 francs.